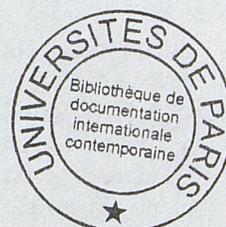


bulletin

bimensuel



LA PROPRIETE DIVISE LA DROITE

Sergio Ferrari

Managua, 3 sept (ANN). Le débat sur le régime de propriété a ouvert la crise institutionnelle la plus profonde depuis l'arrivée de la droite au pouvoir. Cette crise, qui a débuté le 23 août par le vote de la "Loi César" à l'Assemblée nationale, menace la stabilité sociale.

Dès que le thème de la propriété a été mis au centre du débat, en mai, par les secteurs les plus à droite de l'UNO, c'est le pays entier qui a été secoué; non seulement l'Etat et le gouvernement mais aussi les alliances qui régissaient la logique politique. L'objectif qui se cache derrière l'initiative de la droite est clair: remettre en cause ce qu'ils appellent la "piñata sandiniste", c'est-à-dire la distribution de biens de l'Etat dans la période qui a suivi les élections et précédé l'investiture du nouveau gouvernement mais aussi frapper certaines formes de propriété collective établies par le sandinisme. "Ils cherchent à faire un procès politique au FSLN, estime la députée Dora Maria Tellez. Ils insultent le Front sandiniste pour ne pas avouer qu'ils vont confisquer les terres de 30 000 familles paysannes qui possèdent plus de 35 hectares pour les rendre aux somozistes".

CRISE DU POUVOIR ET DEBACLE DES ALLIANCES

Le 15 août dernier, le forum de la concertation, qui regroupe le gouvernement, les représentants du patronat et les syndicats, est parvenu après des semaines de discussion à un consensus sur la propriété. Ce document a donc été signé par les organisations sandinistes, établissant un équilibre gouvernement-opposition essentiel pour un thème aussi délicat. En résumé, il garantit la propriété pour tous les terrains urbains et les maisons de moins de 100 mètres carrés. Pour celles d'une superficie supérieure, les propriétaires devront les payer à l'Etat s'ils veulent les vendre, les louer ou les hypothéquer. En ce qui concerne les propriétés agricoles, la décision est de respecter la Réforme agraire et de ne réviser que les cas de terres attribuées après le 25 février à des personnes qui ne les occupaient pas auparavant. Quant à la propriété des entreprises d'Etat, les travailleurs se voient reconnu une participation de 25 %.

Ces dispositions ont été reprises par deux décrets présidentiels, publiés 24 heures avant que l'Assemblée nationale ne discute sa propre loi. Mais le Parlement, négligeant le consensus obtenu

par la concertation, a voté son projet malgré le retrait du groupe sandiniste qui ne voulait pas donner son aval à une loi revanchiste et nettement anti-constitutionnelle. Des juristes réputés estiment en effet qu'au moins trois articles de la constitution sont violés par le texte de l'Assemblée. En résumé, celui-ci prévoit la confiscation des maisons dont la propriété était jusque-là garantie par les décrets 85, 86 et 88 du gouvernement sandiniste si leur valeur est

SOMMAIRE

La propriété divise la droite

"Ils veulent créer l'image d'un pays ingouvernable"

Une paix qui fait des morts

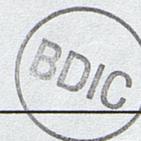
Le coût de la "relance"

Des promesses à la pénombre

FSLN : quelle rénovation ?

Cuba : crise économique, crise politique ?

En bref



60 P 11481

estimée à plus de 11 000 dollars à Managua, 6 000 dans la région pacifique et 2 000 dans le reste du pays. De même, les propriétés rurales de plus de 35 hectares seront reprises, sauf celles qui étaient légalement inscrites au moment des élections (dans le cas des coopératives, seulement 15 % d'entre elles sont dans ce dernier cas). Enfin, les remises de dettes aux producteurs décidées par le gouvernement sandiniste après le 1er Janvier 1990 ont été annulées.

Depuis la fin du mois d'août, le problème de la propriété est donc réglé de façons différentes par deux pouvoirs de l'Etat. Cette crise reflète la contradiction aiguë entre le secteur de Violeta Chamorro et Antonio Lacayo d'un côté et de l'autre le président de l'Assemblée, Alfredo César, soutenu par les partis de l'UNO. La coalition au pouvoir est donc plus que jamais divisée. Mais dans la mesure où l'exécutif s'est éloignée des secteurs les plus à droite de l'alliance, il s'est gagné davantage d'appui du côté des sandinistes. Le FSLN, après le débat sur la propriété, a ratifié son soutien aux initiatives de la présidence, fondant son attitude sur le consensus qui avait été obtenu lors de la concertation.

UN PROBLEME NON REGLE

Dans ce contexte complexe et confus, la seule chose qui soit évidente est que la question de la propriété n'est toujours pas résolue. La loi de l'Assemblée doit maintenant passer à la présidence qui l'approuvera ou y opposera son veto. Tout semble indiquer que l'exécutif optera pour la deuxième solution. Les législateurs devront alors décider s'ils acceptent des éléments de consensus ou s'ils maintiennent leur projet revanchiste. Dans ce dernier cas, un recours pourra être introduit auprès de la Cour suprême de justice pour qu'elle juge si la loi est constitutionnelle.

Mais la question de la propriété n'est que le début de l'offensive. En effet, A. César et les députés de l'UNO sont en train de préparer une série de lois qui compléteront le tableau. L'une prévoit d'agrandir la Cour suprême à 12 magistrats, ce qui pourrait permettre à A. César de la contrôler. Une autre prévoit la possibilité que l'Assemblée destitue le président ou un haut fonctionnaire pour alcoolisme, manie du jeu etc... et que les signatures de 5 députés seront suffisantes pour entamer le débat. L'Assemblée veut également se réserver le droit de décision dans les privatisations et prépare un texte qui empêchera l'exécutif de privatiser sans son approbation. Par ailleurs, un texte proposera de faire passer certains hôpitaux du pays sous la tutelle du Ministère de la Sécurité sociale, c'est-à-dire que seuls les assurés sociaux - minoritaires dans le pays par ces temps de chômage - y auront accès.

En tout cas, les semaines qui viennent seront décisives. En marge des questions juridiques, ce sont deux visions qui s'affrontent au sein de la droite: les uns veulent la

disparition juridique des conquêtes de la révolution et, de plus, la disparition du sandinisme. L'autre, plus "pragmatique", comprend que la réconciliation et la paix sociale sont indispensables à la reprise et qu'on ne peut éliminer les sandinistes comme interlocuteurs car ils ont droit à une place de choix comme première force d'opposition. De son côté le FSLN renforce aujourd'hui son accord avec le gouvernement, attitude qu'il estime la meilleure réponse possible à l'offensive de l'extrême-droite.

"ILS VEULENT CREER L'IMAGE D'UN PAYS INGOUVERNABLE"

Entretien avec Daniel Ortega

Managua, 27 aout (ANN/Barricada). Le journaliste Roberto Larrios a réalisé une entrevue avec le secrétaire général du FSLN Daniel Ortega qui évoque la crise entre l'exécutif et le législatif ainsi que quelques aspects de la vie du FSLN après le congrès.

B: Comment voyez-vous la situation après l'approbation par l'Assemblée nationale de la "Loi César"?

DO: Tous les Nicaraguayens doivent être clairs quant aux buts que poursuivent plusieurs hommes politiques d'extrême-droite à propos des lois sur la propriété et de quelques autres qu'ils sont en train de préparer. Derrière tout cela, il y a une stratégie, sur laquelle sont d'accord des politiques comme Virgilio Godoy, Arnaldo Aleman et Alfredo César. Ils ont entre eux des contradictions mais convergent sur certains objectifs à moyen terme, par exemple celui de réduire à quatre ans le mandat présidentiel et d'écarter du pouvoir Violeta Chamorro. Voilà leur stratégie.

Quant à leur tactique, elle consiste à miner la gestion de la présidente. Ils n'ont pas le soutien de la population mais ils ont un instrument légitime, l'Assemblée nationale, pour s'opposer au gouvernement et aux efforts en faveur de la paix et de la stabilité.

Ils ont approuvé plusieurs lois anticonstitutionnelles pour provoquer l'usure du gouvernement. Ils veulent créer à l'étranger l'image d'un pays ingouvernable et préparer les conditions qui leur permettront d'introduire une réforme à la loi électorale et de réduire la durée du mandat présidentiel. Une fois qu'ils y seront parvenus, ils se lanceront dans la course à la présidence.

Plus qu'avec le sandinisme, ils veulent en finir avec les conquêtes populaires. En cela, ils vont affecter des milliers de gens qui ont voté pour l'UNO.

B: Ce projet est à moyen terme. Dans l'immédiat, que peut-il se passer après le vote de la loi sur la propriété?

DO: Nous entrons dans un période de crise. La loi a provoqué une grave confrontation. Il y a actuellement deux lois sur la propriété, l'une constitutionnelle et l'autre qui ne l'est pas. Cette confrontation a des effets négatifs sur la production en général et en particulier sur les flux financiers. L'existence de deux lois met les banques nationales dans une situation difficile. Sur laquelle s'appuyer pour attribuer les crédits? Quelle propriété sera finalement reconnue? Elle fait également fuir les investisseurs étrangers qui ne voient pas clairement quelle est la situation légale des entreprises. On ne sait pas quand cette crise sera résolue mais on sait qu'elle va coûter cher à la nation.

B: Comment pensez-vous que l'on peut affronter cette offensive de l'extrême-droite?

DO: La crise ouverte par ces députés de l'UNO est la première grande épreuve de force entre les destabilisateurs et le gouvernement, les sandinistes, les travailleurs et les producteurs qui veulent travailler en paix. Que peut faire le peuple? Manifester son soutien aux accords de la concertation et aux décrets du gouvernement sur la propriété (...) Nous pensons que la Cour suprême devra se prononcer contre cette loi si ouvertement anticonstitutionnelle et sa décision viendra renforcer les accords de la concertation. Mais l'action des Nicaraguayens est de la plus haute importance, car en agissant ils se prononceraient comme en un vaste plébiscite.

Le Front de lutte populaire doit multiplier ses efforts. De mon côté, comme secrétaire général du FSLN, j'appelle à former un grand Front de lutte nationale en faveur de la paix et de la stabilité, indépendamment des idéologies et des positions politiques. J'invite les députés de l'UNO à réfléchir, à changer de position et à se joindre à notre effort. Toutes les forces politiques doivent réfléchir et échanger leurs points de vue.

B: Pensez-vous que la recontra joue un rôle dans ce plan que vous dénoncez?

DO: Je pense que le mot "recontra" exprime une position politique, celle des groupes extrémistes de l'Assemblée nationale, celle qui pousse les paysans à reprendre les armes. Sans aucun doute, la racine de la recontra est là, à l'Assemblée nationale.

B: Que pensez-vous de l'attitude du gouvernement des Etats-Unis à l'égard du Nicaragua dans les circonstances actuelles?

DO: La majorité du Congrès est disposée à soutenir le processus démocratique et contre la politique de confrontation. Evidemment, il y a aussi des secteurs extrémistes qui accusent le gouvernement d'être "pro-sandiniste" et demandent même de mettre fin à l'aide économique. En ce qui concerne le président Bush, le secrétaire d'Etat Baker et Aronson, chargé de l'Amérique latine, ils

ont effectivement exercé des pressions sur le Nicaragua pour affaiblir le sandinisme. On a pu le constater dès l'investiture de Violeta Chamorro, lorsqu'ils lui ont demandé de ne pas respecter le Protocole de transition et de destituer le chef des Forces armées.

Dernièrement, le FSLN a eu des contacts extra-officiels avec eux. J'ai même rencontré l'ambassadeur Shlaudemann. Nous pensons qu'ils ont commencé à comprendre que ces actions n'ont pas d'avenir. Le gouvernement étatsunien est limité dans sa capacité d'exercer des pressions par la position cohérente du Nicaragua, qui agit correctement.

La cohérence des nicaraguayens, du gouvernement, du FSLN, des travailleurs et des producteurs est parvenue à créer un rapport de force au Congrès et à contrecarrer quelques positions négatives de l'exécutif. C'est pour cela que nous avons obtenu depuis l'an dernier un financement et une collaboration au Plan économique.

B: A votre avis, se peut-il que la CIA intervienne dans le processus politique et en particulier à l'Assemblée?

DO: La CIA, par sa nature hautement conspirative, a un champ d'action plus important que les autres institutions du gouvernement des Etats-Unis. Elle aide et finance les actions des groupes extrémistes d'A. César, A. Aleman et V. Godoy.

A. César est un ancien membre de la direction de la contra. Quand le fils de la présidente, Pedro Joaquin Chamorro, a eu des problèmes avec la CIA à Miami, on l'a envoyé à César pour qu'il s'arrange avec lui, car ce dernier était l'homme de la CIA dans la direction de la contra.

Je ne doute pas que ces liens se maintiennent et tendent à se renforcer. La CIA est à l'oeuvre et le gouvernement devrait demander aux Etats-Unis de nous laisser résoudre nos problèmes, de ne pas permettre ces activités souterraines, comme cette série de lois que l'Assemblée nationale est en train de préparer.

B: En plus de la crise politique, nous traversons une grave crise économique. Comment évaluez-vous le Plan économique du gouvernement?

DO: Le gouvernement a réussi à faire baisser la pression des organismes financiers internationaux qui demandent qu'il continue à appliquer des mesures de type néolibéral. Je crois qu'on doit cela au fait qu'il bénéficie d'un soutien national.

Cependant, les éléments de type néolibéral que contient le Plan ont provoqué une dégradation économique et sociale. En haut, la concentration et la recomposition de groupes capitalistes, le luxe de leurs boutiques, de leurs supermarchés et la consommation. En bas, une plus

grande misère, un plus grand appauvrissement de la majorité.

J'ai parlé avec Antonio Lacayo de cette situation et il est conscient des dangers qui menacent le pays dans ce domaine. Nous devons dessiner notre propre modèle de développement. Nous n'allons pas tomber dans la politique de subvention généralisée du gouvernement sandiniste - que nous avons nous-mêmes commencé à corriger en 1989 - mais pas davantage dans le néo-libéralisme. Le gouvernement doit résister aux pressions des organismes financiers internationaux. Certains pays latino-américains ont prouvé que c'est possible.

B: A propos du FSLN, quand les décisions du congrès vont-elles commencer à être appliquées?

DO: La rédaction des documents du Programme, des statuts et du rapport de la Direction nationale, avec toutes les modifications qui y ont été introduites lors du congrès, est en cours, elle sera terminée en octobre.

Nous sommes en train de discuter une proposition de fonctionnement de la Direction nationale dans les nouvelles circonstances et nous devons définir avec l'Assemblée sandiniste un Plan de lutte intégrale à moyen terme. Nous connaissons déjà la stratégie de l'adversaire, nous allons maintenant élaborer la nôtre.

Nous allons convoquer l'Assemblée sandiniste le 7 septembre pour discuter de la situation créée par les lois sur la propriété, harmoniser nos positions et élaborer un Plan d'action immédiate pour défendre les accords de la concertation.

En octobre, nous tiendrons une réunion, de type constitutif, de l'Assemblée sandiniste, où nous aborderons certains aspects internes qui ont à voir avec l'exécution de décisions plus spécifiques du congrès.

B: Certains ont estimé que le retrait des députés sandinistes de l'Assemblée nationale et les agissements de la droite ont mis le FSLN à la défensive.

DO: Je pense que la décision de se retirer de l'Assemblée au moment où nous l'avons fait et ensuite d'y revenir a été correcte. Nous nous sommes retirés au moment où César commençait à agir; les accords de la concertation étaient alors loin d'être signés. Si nous étions restés, nous aurions légitimé César et renforcé ce lieu de revanchisme qu'est l'Assemblée. Nous avons préféré en sortir et soutenir la concertation.

B: Mais les accords de la concertation et les décrets de l'exécutif satisfont-ils pleinement le FSLN?

DO: Bien sûr que non. Et ça n'a pas été facile de les accepter. Nous aurions voulu que le droit des travailleurs à la privatisation soit fixé à 100 % de la propriété des en-

treprises. Mais il a fallu être souple et nous avons accepté 25 %.

UNE PAIX QUI FAIT DES MORTS

Managua, le 4 sept (ANN). Pendant que le gouvernement multiplie les déclarations sur la paix retrouvée et la réconciliation nationale pour attirer investissements et caution des organismes financiers internationaux, l'extrême-droite attise les haines, exploite les frustrations des contras démobilisés et les lance, armés, contre des cibles choisies. Chaque semaine, la presse rend compte de nouvelles victimes, en général sandinistes. De nombreuses voix s'élèvent pour exiger du gouvernement qu'il fasse preuve de fermeté face à un terrorisme encouragé par son attentisme qu'il justifie par le souci de "préserver la paix". Mais "la paix ne peut se construire sur les cadavres de centaines de sandinistes", dénonce l'avocat Augusto Zamora.

"Il n'y a ni paix ni réconciliation, c'est comme avant, on vit dans la crainte d'une attaque, les chemins ne sont pas sûrs, les contras déambulent en armes, on a déjà eu plusieurs morts..." Les témoignages des habitants des régions qui ont connu la guerre pendant dix ans concordent : la recontra, dont la présence d'abord limitée au Nord du pays s'étend maintenant au centre et à l'est, utilise les mêmes méthodes qu'aux temps de la guerre, séquestrations, assassinats, attaques de véhicules, pillages, intimidations. Le secrétaire du FSLN pour la région de Matagalpa, José Gonzalez, dénonce pour sa seule région l'assassinat d'une cinquantaine de sandinistes au cours des derniers mois. Dernièrement, plusieurs attaques se sont soldées par la mort, dans diverses régions du pays :

-le 25 juillet, attaque de la localité de Quilali : un mort et plusieurs blessés (région I)

-le 11 août, assassinat d'un dirigeant paysan à Santo Tomas (région V) -le 13 août, assassinat du chauffeur d'un véhicule au cours d'une embuscade entre Matagalpa et Jinotega (région VI)

-le 19 août, assassinat d'un ancien officier de l'Armée par un ancien contra et garde somoziste, actuel garde du corps de Virgilio Godoy (région VI)

-le 1er septembre, attaque d'une coopérative près de Boco : massacre d'une famille de paysans dont les trois enfants ont été tués et les parents blessés (région V). L'un des chefs contras qui menait les opérations est surnommé "Genocida".

Une des exigences principales des bandes armées de l'extrême-droite est la disparition des Forces Armées et de la police avec dans un premier temps leur expulsion des zones de conflit. L'extrême-droite nicaraguayenne

n'est pas seule : certains médias étrangers se font l'écho de ses positions et suggèrent que le resurgissement du conflit armé serait dû à la répression exercée par l'armée, qui ne maintient en réalité qu'une présence symbolique dans les zones d'action de la recontra. Santiago Murray, responsable de la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) de l'OEA déclare par exemple dans le "Philadelphia Inquirer": *"Beaucoup de contras démobilisés se demandent quels peuvent être leurs espoirs si Bermudez a pu être tué impunément"*.

Le gouvernement a choisi de maintenir l'armée à l'écart d'une crise qu'il préfère régler par la négociation. Le dialogue avec les chefs recontra l'a déjà amené à céder face à certaines de leurs demandes telle que la substitution de certains officiers de police dans la région de San Rafael del Norte. Ces concessions, loin de calmer le jeu, n'ont fait jusque-là qu'encourager l'extrême-droite à multiplier ses coups pour élargir l'espace ainsi gagné. Le cas le plus scandaleux est sans doute celui du commandant recontra "Indomable" (l'Indomptable), principal interlocuteur dans la négociation : soupçonné d'être l'auteur de l'assassinat du capitaine Meza et de sa secrétaire, début juin, et accusé de plusieurs crimes pendant la guerre, il est présenté par ses propres compagnons d'armes comme un délinquant, ce qui n'empêche pas la présidente Chamorro de l'appeler publiquement "mon ami".

Face aux attermolements du gouvernement et à l'immobilisme des forces de l'ordre, certains groupes de paysans menacés ont décidé de s'organiser en groupes d'auto-défense armés. Trois groupes se sont constitués : le "Mouvement sandiniste Pedro Altamirano" dans la région de Leon, la colonne guérillera "Dantos 91" dans la région nord du pays et le "Mouvement d'action révolutionnaire" dans la région de Matagalpa et Jinotega. Ils se déclarent prêts à lutter par les armes jusqu'à l'écrasement de la recontra et précisent qu'il s'agit là de leur unique objectif.

L'avocat sandiniste, Augusto Zamora, s'est exprimé dans Barricada sur le danger de la situation ainsi créée *"en conséquence de la politique gouvernementale qui néglige de mettre fin aux crimes. Le gouvernement justifie son attitude en disant qu'elle est dictée par la politique de réconciliation nationale et que pour cela, il ne faut pas faire usage de la force. Selon ce raisonnement, il suffit de se proclamer recontra pour pouvoir tuer en toute impunité. Quand les familles des victimes demandent justice, on leur répond qu'on a formé une commission de dialogue, comme si une conduite criminelle répétée pouvait se régler par une discussion. S'il en était ainsi, on n'aurait besoin ni de police, ni d'armée, ni de justice. Il n'y aurait plus qu'à se résigner ou à prendre les armes pour se défendre. Le gouvernement ne remplit pas sa fonction de protéger la vie et les biens des citoyens. En disant cela, nous voulons désigner le véritable responsable. La consolidation de l'Etat de droit ne peut se faire avec des politiques permissives ni avec une complaisance mal dissimulée envers les meur-*

triers des sympathisants du parti d'opposition. Si cela n'est pas rectifié, nous pourrions voir à court terme des centaines et des milliers de citoyens prendre les armes pour se défendre ou se faire justice".

LE COUT DE LA "RELANCE"

Institut de Recherche de l'Université centraméricaine

Managua, août (ANN/Barricada). Le gouvernement vient de proclamer le succès de son plan économique après avoir obtenu un taux d'inflation inférieur à 1 % en juillet. Il affirme que la relance est amorcée et que les ressources extérieures qui permettront le décollage économique en 92 sont garanties. Mais qu'en est-il réellement et comment se traduit cette "réussite" pour les différents secteurs ?

La chute de l'inflation a été rendue possible par l'intervention directe du gouvernement sur les prix et les combustibles. L'Etat contrôle les prix de 25 des 53 produits et services de base. Mais la détérioration des salaires et du pouvoir d'achat se poursuit : la couverture du "panier de la ménagère" s'est réduite de 20 % depuis février, selon les chiffres officiels. Le contrôle des prix a obligé le gouvernement à transférer ses ressources vers les entreprises d'Etat chargées de commercialiser biens et services. Ce transfert est un facteur déterminant de l'augmentation du déficit fiscal dont la réduction était un des objectifs du plan. Cette situation est aggravée par la chute des recettes fiscales, conséquence de la contraction de l'activité économique. Le gouvernement affirme que le déficit fiscal est réduit à zéro mais il est en vérité de 12 millions de dollars par mois en moyenne ; il est entièrement financé par des donations extérieures qui sont utilisées pour subventionner les prix des biens et services de base.

L'aide fournie par l'Agence International de Développement (AID) a été la pièce maîtresse du relatif succès du plan économique qui devrait permettre au Nicaragua d'avoir à nouveau accès aux crédits du FMI et de la Banque mondiale. Ce retour à la "vie normale", celle de la dépendance qui est le lot des pays du Tiers Monde, va se traduire dans un premier temps par la réduction de l'aide des Etats-Unis, qui devra être compensée théoriquement par une relance rapide. Mais l'impact du plan limite les possibilités futures de relance et approfondit la dépendance. La dénationalisation de l'économie rend difficile pour les secteurs productifs nicaraguayens de s'affronter aux importations de produits manufacturés. Le rythme accéléré de la décapitalisation et la faillite des secteurs productifs nationaux n'a pas et n'aura jamais comme contrepartie la croissance des investissements nationaux et étrangers pour développer le secteur d'exportation. Le seul résultat palpable en est l'augmentation du chômage.

Les difficultés de la relance des exportations sont liées à des facteurs structurels de l'agro-exportation traditionnelle - chute des prix du coton et du sucre, délais de rentabilisation des investissements dans la caféiculture et l'élevage - et à l'absence de caractère attractif qu'offre le pays - mouvement syndical fort, contrôle sandiniste sur l'armée et la police - pour des investisseurs étrangers désireux d'installer des chaînes de montage ou d'exploiter les ressources naturelles.

On assiste en milieu rural à une reconcentration de la propriété, du crédit et de la commercialisation des produits en faveur de la bourgeoisie agroexportatrice, au détriment d'une économie paysanne basée sur la production de grains de base pour le marché intérieur. Cette situation renforce le chômage ou le retour à la condition salariée pour les petits paysans. La dévaluation du cordoba - 30 % environ - a favorisé l'agroexportation en particulier dans les secteurs de la viande et du café. Mais les encouragements prodigués à la bourgeoisie agroexportatrice ne seront pas suffisants pour éviter la récession, à cause principalement de la crise du coton. A long terme, l'élevage extensif semble être une alternative et avec lui le retour au type d'exploitation en vigueur dans les années 50 et l'accroissement du chômage.

Les petits et moyens producteurs paient le prix de la politique de crédit de 90-91 et ils ont sollicité moins de prêts pour le cycle 91-92 par peur de s'endetter et de perdre leur terre. Afin d'éliminer cette source monétaire d'inflation qu'est le déficit financier, le gouvernement a choisi de limiter l'accès au crédit. Fin juin, on constatait une diminution de 60 000 hectares des terres travaillées par rapport au cycle agricole précédent. D'autre part, la rentabilité de la culture de grains de base tend à baisser avec la concurrence des importations. L'unique signe positif pour la paysannerie pourrait être le recul de la frontière agricole dans la zone montagneuse du centre, avec le retour à la terre des démobilisés de l'armée et de la contra et la recolonisation des terres abandonnées. Mais ce processus est entravé par le conflit autour de la propriété de ces terres.

Les effets concrets du plan sur l'économie urbaine ont été d'une part la profonde récession de la petite et moyenne industrie ainsi que du secteur informel, d'autre part la concentration de la richesse dans les mains des rares grosses entreprises industrielles, commerciales et de services. La relance a été réelle dans les secteurs qui ont bénéficié de la réduction d'impôts (boissons et tabac) mais elle ne touche pas les entreprises qui répondent aux nécessités de base (vêtements, produits d'hygiène). La petite et moyenne industrie de biens de consommation populaire est en chute du fait de la contraction de la demande et de l'élimination des barrières douanières. Celle-ci profite au gros commerce de biens et de services alors que le petit commerce souffre une baisse brutale de ses bénéfices.

Le plan de stabilisation économique mené jusque-là entraîne donc un profond réajustement structurel; la récession affecte de différentes manières les secteurs sociaux et productifs et provoque une concentration accélérée du capital au détriment de l'économie populaire urbaine et rurale.

DES PROMESSES A LA PENOMBRE

Sergio Ferrari

Managua, 2 sept (ANN). Un pays plongé dans l'obscurité par le nouveau rationnement de l'électricité, une crise sociale qui s'aggrave chaque jour, avec son cortège de chômeurs et de délinquants : le Nicaragua dispute aujourd'hui à Haïti sa place de premier dans le marathon latino-américain de la misère.

Le mois de septembre a commencé avec l'annonce du rationnement énergétique le plus sévère de ces dix dernières années. Le gouvernement a établi un système de coupures de courant par plages de trois à cinq heures, de préférence aux moments de forte consommation comme le soir. Plusieurs entreprises ont d'ores et déjà annoncé un regroupement des heures de travail et parfois leur réduction. Usines, hôpitaux, administrations, radios et télévision paieront leur tribut à la pénurie et à l'état défectueux des installations énergétiques. Ces restrictions rappellent celles que le gouvernement sandiniste avait dû appliquer en 1987-1988, au plus fort de la guerre d'agression. La seule différence est que celle-ci est terminée depuis un an et que les nicaraguayens ont encore présent à l'esprit le slogan électoral de la droite qui proclamait que "l'UNO, elle, peut changer les choses!"

En plus de la pénurie d'énergie qui bouleverse la vie quotidienne des habitants, un autre problème est devenu l'angoisse d'une partie d'entre eux : le manque de logements. La semaine dernière, le conflit a de nouveau éclaté lorsque des centaines de policiers ont fait irruption dans un terrain vague de l'ouest de Managua pour déloger 600 familles qui venaient de s'y installer quelques heures auparavant afin de se construire un abri précaire. Les familles campent aujourd'hui dans la rue, face au terrain vague gardé par la police. La pression sur les terrains, en ville comme à la campagne, pourrait bien être l'étincelle d'un grave conflit social et militaire difficile à résoudre pour le gouvernement.

Réponse logique dans un pays où plus de 50 % de la population active est au chômage, les actes de délinquance ont doublé en seulement six mois. Le territoire national s'est transformé en couloir de la drogue du sud vers le nord. A ceux qui ont encore un emploi, le gouvernement propose un salaire minimum qu'il vient d'établir à 30 dollars à la campagne et 50 dollars en ville: juste de quoi acheter deux litres de lait par jour et rien d'autre. La

viande coûte environ 4 dollars le kilo, le riz 0,7 dollar, le litre d'essence 0,5 dollar. Un loyer à Managua est d'environ 250 dollars. Le problème quotidien de 65 % des nicaraguayens est de savoir s'il leur sera possible de manger deux fois par jour du riz et des haricots; les fruits, les légumes, la viande et les laitages sont devenus un luxe. Pendant ce temps, les statistiques signalent les résultats magnifiques du plan économique, qui est parvenu à bloquer l'inflation.

Ceux qui ont connu la tranquillité de Managua il y a quelques années, lorsque la guerre se faisait entendre dans tout le pays, seraient surpris de se retrouver, paradoxalement, dans une des capitales les plus dangereuses du continent. Impossible de laisser sa voiture cinq minutes dans la rue sans surveillance et mieux vaut ne pas oublier de barricader sa maison, encore moins par ces temps de pénombres propices à toutes les formes de délinquance. Le Nicaragua ressemble aujourd'hui à un immense carnaval, non pour sa gaieté mais pour l'anarchie qui y règne.

FSLN : QUELLE RENOVATION ?

Managua, 27 août (ANN). Le congrès du FSLN n'a pas clairement répondu aux questions qui paraissent pourtant essentielles dans la conjoncture actuelle: le FSLN a-t-il un avenir comme parti révolutionnaire de classe, anti-impérialiste et socialiste? Peut-il concilier la réconciliation nationale avec la défense des intérêts populaires? Les délégués, comme le souligne Gilio Girardi (du Centre oecuménique Valdivieso), ont affirmé les deux positions sans jamais aborder la contradiction qui les oppose mais le débat n'est pas clos pour autant. Le jour même de l'ouverture du congrès, le Commandant Victor Tirado, membre de la Direction nationale, a publié dans *Barricada* un long texte où il affirme que la rénovation est nécessaire, insistant sur la nécessité de trouver un autre mode de relation avec l'impérialisme, tandis que le général Humberto Ortega, dans le discours prononcé lors de la clôture du congrès, appelait à abandonner les positions de classe au profit de la nation. Ces opinions n'ont pas manqué de provoquer des réactions.

COMBATTRE L'IMPERIALISME PAR LA DEMOCRATIE ET LA LUTTE ECONOMIQUE

Pour V. Tirado, le FSLN doit s'adapter à la réalité pour "présenter au peuple une alternative attractive" et "doit élargir sa vision économique pour rétablir la confiance qu'il a perdue dans certains secteurs" afin de consolider la Nation. C'est pour cela qu'on "ne peut plus utiliser les concepts traditionnels".

Un des premiers concepts qu'il aborde est celui d'anti-impérialisme. "Nous avons conclu un cycle de la révolution anti-impérialiste dont la méthode principale se con-

centre dans la lutte armée et dans l'usage d'une philosophie politico-diplomatique de caractère offensif face à l'impérialisme et dont le but est de le détruire de façon définitive". Cette position "impliquait un changement dans la stratégie de Sandino, qui avait un caractère défensif (...) C'est-à-dire que nous avons repris le projet anti-impérialiste des pays socialistes qui a remplacé en grande partie les postulats de Sandino (...) L'expérience nous montre qu'avec les révolutions de libération nationale on cherche à vaincre l'impérialisme économiquement et politiquement, c'est-à-dire qu'on cherche une indépendance absolue. Mais les révolutions de ce type ne peuvent soutenir seules leurs économies ni ne peuvent se défendre militairement et il n'y a personne qui les appuient comme avant (...) La tendance mondiale est de résoudre les problèmes par la négociation et non par la confrontation militaire, c'est pourquoi il faut établir des relations d'interdépendance à travers la démocratie et les réformes économiques (...) L'impérialisme, on ne le combat pas les armes à la main, mais par davantage de démocratie et par la lutte économique. C'est pour cela qu'il faut regrouper le maximum de forces. De plus, la souveraineté se défend sur la base de la réconciliation et de l'unité nationale de toutes les forces démocratiques et progressistes (...) La concertation et l'unité nationale dans les conditions actuelles ont un caractère stratégique".

NE PAS AVOIR PEUR DE L'ECONOMIE DE MARCHÉ

Concernant les questions économiques, il affirme qu'il ne faut pas "avoir peur de l'économie de marché, il faut savoir l'utiliser pour dynamiser la relance économique (...) Dans la tendance actuelle de l'économie sociale de marché, qui s'impose à travers des blocs économiquement développés comme la CEE et le Bassin du Pacifique - en marge de notre volonté FSLN, avec d'autres secteurs progressistes, doit être prêt à tirer les avantages possibles". Ces avantages consistent surtout dans les bénéfices qu'apporteraient des investissements étrangers.

En ce qui concerne le parti, il estime qu'il a toujours regroupé des forces de différentes sensibilités. Entre ces façons de penser et d'interpréter la réalité, "la convergence, c'est le sandinisme et non les doctrines politiques qui ont été inapplicables".

LUTTE DES CLASSES OU RECONCILIATION

Ces "doctrines inapplicables", pour V. Tirado, ont été importées d'autres réalités, principalement de Cuba et d'URSS comme il l'a précisé dans un entretien accordé à la revue *El Semanario*. Il y fait l'éloge du Tercerisme, courant pragmatique "hors de tout dogme", "projet authentique de la révolution populaire sandiniste". "L'alliance avec la bourgeoisie impulsée par le Tercerisme était stratégique dans sa conception, mais est devenue tactique quand nous sommes arrivés au pouvoir (...) Le Tercerisme fut une idée absolument révolutionnaire qui est

toujours valable. C'est une idée nicaraguayenne, mais nous n'avons pas pu consolider cet apport."

De son côté, Humberto Ortega affirme dans le discours prononcé à la clôture du congrès: "Nous ne pouvons plus nous laisser guider par les éléments doctrinaux initiaux". Il y insiste sur la nécessité de la réconciliation et de l'union des classes sociales. "Il faut trouver des points de convergence, unifier les points de vue avec les classes sociales dont les manuels marxistes, dans lesquels nous nous sommes formés, disaient qu'il fallait les écraser (...) Quand au début de la lutte on parlait de la dictature du prolétariat, on disait que le prolétariat allait écraser totalement la bourgeoisie. En réalité, il ne peut en être ainsi maintenant. Il n'est pas possible, comme se le proposent les forces revanchistes, d'écraser les sandinistes (...) Il n'est pas possible non plus d'ignorer les autres classes qui vivent dans ce pays. Il faut essayer d'harmoniser les efforts de concertation, qui passent par un sens profond de la réconciliation nationale, de parvenir à une stabilité politique grâce à laquelle, petit à petit, on pourra dépasser la crise économique et sociale (...) Nous avons entrepris notre lutte pour que notre peuple vive en liberté, mais aussi pour qu'il connaisse de meilleures conditions de vie. Nous devons comprendre qu'aujourd'hui, en ce qui concerne la possibilité d'obtenir des financements extérieurs, les conditions d'une amélioration économique sont créées. Il nous revient, à nous les Nicaraguayens, de faire en sorte que les conditions intérieures favorisent cet objectif".

Le général va plus loin dans son propos: "Il y a des gens qui pensent que si ce gouvernement parvient à réaliser des progrès dans la lutte contre l'inflation, dans le domaine de la coopération et dans l'application du plan économique, c'est mauvais pour les sandinistes, car il gagne des points. S'il en était ainsi, nous serions perpétuellement en grève, pour n'importe quoi, avec n'importe quel slogan, comme tentent de le faire les forces gauchistes qui, profitant des difficultés que connaît notre peuple, ont des exigences qu'un syndicat révolutionnaire responsable n'aurait jamais, car il sait qu'il est impossible de les satisfaire (...) Nous devons débattre de ces questions avec responsabilité, car ce sont les choses pour lesquelles nous nous affrontons sur le terrain, qui font que les gens ne comprennent pas le rôle de la police et de l'armée".

Une des premières réactions à l'exposé des positions de V. Tirado a été celle de Reinaldo Tefel, ancien ministre sandiniste des Affaires sociales. C'est avec enthousiasme qu'il écrit dans *Barricada*: "Ton article et les discours d'Humberto et de Villalobos forment un tout politico-idéologique qui constitue la réponse créative que la gauche latino-américaine attendait de notre congrès". Commentant l'idée que l'important c'est le sandinisme et non les "doctrines qui ont été inapplicables", il affirme: "Le discours des années 70 n'est plus valable dans la dernière décennie du XXème siècle ni dans la première du XXIème. Persister dans ce discours et dans la violence, en plus d'être une erreur historique et philosophique, isole le

FSLN du peuple qui veut la paix, le bien-être dans la démocratie et la justice sociale, bien que ce discours cimenter une minorité radicale qui regrette le passé et donne la fausse apparence, par son activisme enthousiaste, d'être une majorité populaire".

En ce qui concerne les alternatives qui s'offrent au FSLN, R. Tefel abat clairement son jeu: "Nous devons recueillir la proposition faite au congrès par le représentant du Parti socialiste français, à savoir une rencontre permanente entre la gauche européenne et la gauche latino-américaine pour trouver une solution socialiste-démocratique face à l'offensive néo-libérale". Au passage, il affirme que "dans tous les organes du parti, surtout les délibératifs, les intellectuels doivent être présents, avec leur fonction dynamisante, dénonçant opportunément et annonçant les idées rénovatrices".

"OPPORTUNISME DEGUISE EN PRAGMATISME"

Face à cette offensive du secteur "pragmatique", qui défend l'alliance avec la bourgeoisie dans un projet national dont d'ailleurs il ne précise pas très concrètement le contenu, les réponses ont surtout été des réactions à ce qui est considéré comme une attaque aux principes de base. Elles s'appuient sur les leçons de l'histoire pour combattre l'idée que lutte des classes et anti-impérialisme sont des concepts importés. La journaliste Irene Selser rappelle à V. Tirado: "Historiquement, chaque intromission et chaque expansion des Etats-Unis en Amérique latine ont été la réponse à une décision souveraine de ceux qui voulurent exercer le droit international à l'autodétermination et à l'indépendance (...) Que devons-nous déduire quand le Commandant Tirado affirme que "peut-être par commodité nous avons copié d'autres modèles": que les 80 000 morts des vingt dernières années se sont trompés de cause? (...) Si maintenant il s'avère que le nationalisme est aussi un concept importé, quel est le nouveau contenu idéologique du FSLN? (...) Les gouvernants étatsuniens seraient heureux si après tant de combats pour l'indépendance, nous donnions raison aux Etats-Unis et assumions comme nôtre la doctrine du Destin manifeste qui, il est vrai, ne vient pas d'Europe mais de Washington, bien qu'elle ne nous appartienne pas davantage".

C'est sans doute Carlos Fonseca Teran, de la Jeunesse sandiniste, qui a fourni la réponse la plus remarquée, sous le titre "Opportunisme déguisé en pragmatisme".

"La vacillation idéologique ou le révisionnisme ont l'habitude de se déguiser en autocritique commode et séductrice. Par exemple il y a des gens, comme le Commandant Tirado, qui partent du principe que nous nous sommes laissés guider par les idées des Cubains et des Soviétiques (...). Si l'on avait pu appliquer ici le modèle cubain, il n'y aurait pas aujourd'hui des enfants sans protection, des mendiants, la prostitution, la drogue, le chômage, l'analphabétisme, l'injustice sociale, les problèmes de santé, des politiciens corrompus, entre autres choses. Cepen-

dant, les conditions particulières du Nicaragua ne permettaient pas d'adapter un modèle socialiste connu et le FSLN a fait preuve d'une grande sagesse en comprenant la différence entre ce que l'on désirait et ce qui était possible. En outre, les Cubains ne nous ont jamais fourni de recettes, par contre ils ont donné leur sueur et leur sang.

L'originalité de la Révolution sandiniste a été telle qu'on en est arrivé à prendre, détails mis à part, des mesures anti-populaires de type FMI et, loin de rompre l'alliance avec la bourgeoisie, le FSLN a laissé intacts les privilèges économiques fondamentaux de cette classe. Mais la bourgeoisie nicaraguayenne a tellement manqué d'identité nationale qu'elle a elle-même rompu cette alliance, bien que le sandinisme ait insisté, par des actes, pour la maintenir.

La bourgeoisie a renoncé prématurément au seul projet national de caractère populaire qui la prenait en compte et la trahison de ce projet dont se sont rendus coupables Violeta Chamorro, Alfonso Robelo, Eden Pastora et Alfredo César, entre autres, est l'expression de ce phénomène.

Il ne faut pas oublier non plus que la Révolution, c'est la justice sociale: les intérêts des exploités doivent être affectés d'une façon ou d'une autre ou bien il n'y a pas Révolution.

Beaucoup de choses ont changé dans le monde, sauf l'homme, la dégradation humaine, l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les choses qui rendent nécessaire les révolutions. Plus le monde s'enfoncé dans l'obscurantisme capitaliste, plus grande est la nécessité de la Révolution et plus radicales nos positions car le changement nécessaire devient plus radical (...).

Si la tentative de prolonger l'alliance avec la bourgeoisie après le triomphe de la Révolution a été révolutionnaire, il faudrait se demander si elle l'est encore aujourd'hui que le sandinisme a perdu l'élément de base de toute alliance entre forces antagoniques qui ne soit pas opportuniste, à savoir l'hégémonie politique de son projet social. Il faudrait réviser également les termes nouveaux d'une éventuelle prolongation de cette alliance et définir les moyens de sa subordination à l'alliance fondamentale et non antagonique, celle de la classe ouvrière avec la paysannerie et toutes les couches sociales affectées par les injustices du capitalisme, alliance sous-estimée en faveur de la première, à un prix que tout le monde connaît.

La stabilité et le développement dans le cadre de ce processus révolutionnaire passent par la justice sociale, tout comme l'affirme le Programme du FSLN approuvé lors de son premier congrès. Sortir de la crise signifie une chose pour les riches et une autre pour les pauvres.

Aujourd'hui que l'opportunisme semble être le pragmatisme, certains compagnons - parmi lesquels pas mal d'adeptes du stalinisme - croient avoir copié des modèles socialistes et, semble-t-il, trouvent encore dans les pays de

l'Est beaucoup de choses à imiter, par exemple le "moderne" repentir pour avoir osé lutter pour un monde meilleur".

CUBA : CRISE ECONOMIQUE, CRISE POLITIQUE ?

Amaru Barahona, de La Havane

Managua, août (ANN/Pensamiento Propio). Pendant 20 ans, l'économie cubaine a été liée au Conseil d'aide économique mutuelle (COMECON), l'organisation économique des pays socialistes. Depuis la faillite de cette organisation, Cuba se voit confronté à une crise économique qui a rendu nécessaire un ajustement sévère.

Au milieu des années 70, Cuba a décidé d'entrer dans le COMECON après avoir en vain cherché à empêcher que le blocus des Etats-Unis ne lui ferme l'accès au marché capitaliste. La décision était correcte dans la mesure où il n'y avait pas de possibilité de s'intégrer à un autre modèle de division internationale du travail ni d'adopter une stratégie autarcique (comme le fit la Corée du Nord) du fait des limites imposées par les ressources naturelles de l'île.

L'ENTREE DANS LE COMECON : BILAN

L'adhésion au COMECON a entraîné un certain nombre de conséquences positives :

-Cuba a su négocier un cadre d'échanges économiques limitant les mécanismes de "désaccumulation" imposés par le marché capitaliste mondial aux pays périphériques. Ce que certains idéologues ont qualifié d'aumône a constitué réellement un type de relation de bénéfice mutuel, proche de cet idéal auquel aspirent les pays pauvres quand ils évoquent la nécessité d'un nouvel ordre économique mondial.

-La relation avec le COMECON a contribué au dynamisme extraordinaire de la croissance économique - surtout industrielle - entre 1975 et 1985. Elle a permis de consolider l'infrastructure dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la culture. Elle a fait de Cuba l'un des pays du Tiers Monde les mieux placés en matière de distribution des ressources, d'espérance de vie, de réduction de la mortalité infantile, de l'analphabétisme et du taux de chômage.

L'année 89, marquée par l'effondrement des régimes d'Europe de l'Est, a signifié pour Cuba le début de la crise, à un moment où le pays atteignait un certain niveau de développement caractérisé par une force de travail hautement qualifiée ainsi qu'une production scientifique et technique qui lui a permis de prendre place avec succès dans la sphère des technologies de pointe (biotechnologie, recherche génétique et médicale).

Certaines conséquences négatives de cette intégration au COMECON ont été le produit d'erreurs de la direction politique :

-La relation avec le COMECON a ouvert la porte à un certain mimétisme institutionnel vis-à-vis des processus développés par le stalinisme en Europe. Une mesure malheureuse, adoptée à la fin des années 60, a favorisé cette imitation: il s'agit de la clôture du débat sur le caractère et la nature du socialisme cubain, au nom de la cohésion face à l'impérialisme - Che Guevara fut peut-être le plus lucide protagoniste de ce débat. L'institutionnalisation politique a été à l'origine d'une série de phénomènes nocifs: l'articulation verticale état-parti-organisations de masse a limité une réelle participation démocratique; les moyens d'information ont supprimé les espaces de dissidence au sein du projet socialiste; l'usage du pouvoir, sans contrôle suffisant de la base, a favorisé l'apparition de privilèges bureaucratiques; la tradition sacralisante du phénomène de leader historique, venu de l'Est, a pris la forme d'un caudillisme de style latino-américain. L'institutionnalisation économique a copié un modèle de planification basé sur des directives verticales et centralisatrices qui a écarté les travailleurs des décisions fondamentales.

-Une des plus graves erreurs stratégiques du projet de développement surgi du COMECON a été de négliger l'autosuffisance alimentaire, un objectif qu'il aurait été possible d'atteindre. Cette question, abordée désespérément et sous la pression de la crise, aurait pu l'être dès les années 70. Jusqu'en 1989, les pays du COMECON ont complété la production alimentaire nationale.

Il semble que d'autres séquelles négatives de la relation au COMECON aient été impossibles à éviter ou tout du moins que la marge de manoeuvre imposée par les conditions extérieures ait été très étroite. Parmi elles, la faible diversification du commerce extérieur qui en 1989 était constitué à 87 % par les échanges avec l'Europe de l'Est et à 64 % avec l'URSS, ainsi que l'importation de modèles technologiques relativement archaïques et fortement consommateurs d'énergie, dans certains domaines de l'économie. Dans ces deux cas, l'efficacité du blocus et le faible développement technologique de Cuba dans les années 70 ont empêché de prendre de meilleures options.

CRISE ET AJUSTEMENT

La crise cubaine a été un ricochet de l'effondrement du "socialisme réel" européen. Dès 1989, Cuba a connu une brusque réduction de l'approvisionnement provenant du COMECON. L'URSS a considérablement diminué ses livraisons alors que les autres pays mettaient pratiquement fin aux échanges. En plus de la disparition du complément alimentaire, la diminution des livraisons de pétrole soviétique a été forte (20 % de réduction en 1990 et 25 % en 1991).

Dépendante de ces échanges et manquant de devises pour accéder au marché mondial, l'économie cubaine a changé radicalement de direction. La réflexion était en cours depuis 1986 pour restructurer le modèle économique appliqué de 1975 à 1985; les économistes étaient d'accord sur la nécessité d'assouplir, de décentraliser et de démocratiser ce modèle mais divergeaient sur la question de l'ouverture de nouveaux espaces à l'économie de marché. Ce débat a été suspendu pour faire place à un sévère plan d'ajustement à la mi-89, qui convainct par sa lucidité dans un monde où le monétarisme impose sa loi au Sud et à l'Est. La responsabilité d'exécuter le plan n'a pas été assignée aux forces du marché. Cuba a fait ce que font les gouvernements qui, dans des conditions de brutale restriction de leurs ressources économiques, ont besoin de l'équité pour cimenter la cohésion sociale : l'intervention dans le circuit de distribution commerciale. Ce recours a été mis en pratique par l'Angleterre et le Japon durant la seconde guerre et par l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest et la France après-guerre. On a éliminé le marché libre de biens de consommation (connu à Cuba comme "marché parallèle") pour établir leur distribution, à prix fixes, par des cartes de rationnement. La consommation privée et publique d'essence et d'électricité a été également rationnée.

Cuba a programmé une affectation de la force de travail excédentaire à la suite de la contraction de certains secteurs. Les travailleurs, au lieu de se retrouver au chômage, se sont vu offrir plusieurs solutions : - accepter un reclassement dans le secteur agricole ou de construction demandeurs en main-d'oeuvre, avec maintien de leur catégorie salariale

-étudier pour obtenir une meilleure qualification, avec maintien de leur catégorie salariale

-chercher par eux-mêmes à se reclasser dans un autre secteur, en conservant pendant trois mois 70 % de leur salaire.

Contrairement à ce qui se passe avec des ajustements de type monétariste, ce ne sont pas les forces du marché qui tendent à réactiver l'économie et à orienter le développement futur. On n'attend pas non plus l'aboutissement d'une longue période de récession "stabilisatrice" pour la relance. Les investissements ont été concentrés dans des domaines prioritaires choisis comme piliers stratégiques du futur développement et qui sont l'industrie pharmaceutique et médicale, la production agricole en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire (appuyée sur la recherche biotechnologique) et l'industrie touristique. Le choix de ces domaines est lié au fait qu'ils sont peu consommateurs d'énergie et permettent de capter les devises nécessaires pour mettre fin à la dépendance énergétique vis-à-vis de l'URSS.

Les conditions de vie ont été affectées par ce programme. Les couches sociales les plus aisées ont vu se réduire l'accès à des biens de consommation variés; la population

connaît une diminution de la qualité de son alimentation (baisse en protéines et vitamines); le temps consacré à l'obtention des produits de base s'allonge. Mais la consommation de base reste accessible à l'ensemble de la société et les services de santé, éducation et culture ont maintenu leur excellent niveau. Le chômage n'a pas augmenté, se maintenant à 2 % de la population active. Certaines conséquences indésirables se sont par contre manifestées, telles que l'augmentation du marché noir des dollars et du phénomène des "faveurs" liées à certains postes de travail.

LA CRISE POLITIQUE

La cohérence entre cet ajustement et les intérêts de l'ensemble de la population n'a pas empêché que la crise économique alimente une crise politique qui, pour le moment, se manifeste par une perte accélérée du consensus, encore circonscrite et difficile à mesurer. Ce mécontentement touche certains couches jusque-là fortement intégrées au système: intellectuels, ouvriers, fonctionnaires, membres du parti qui radicalisent aujourd'hui leurs critiques vis-à-vis des faiblesses du régime qu'ils considéraient avant avec indulgence.

Comment s'explique cette évolution? On ne peut sous-estimer le poids de l'incapacité (ou du manque de temps) de la direction pour introduire avec l'agilité qu'exigent les circonstances des changements qui n'ont rien à voir avec la multiplication des partis politiques ou l'introduction du capitalisme: l'autonomie des organisations de masse; plus de démocratie dans le parti; la séparation des fonctions du parti et de l'Etat; un espace et un canal pour les dissidences au sein du projet socialiste; plus de transparence dans le discours politique; un contrôle par la base de la corruption et des privilèges.

Mais le motif principal de l'usure est la prise de conscience que la dégradation des conditions de vie va se prolonger pendant longtemps et pourrait même s'aggraver. Cette frustration collective du désir de consommation est ce qui alimente l'érosion du consensus.

LA CONSOMMATION ET LE MARCHÉ

L'appel à l'idéologie pour compenser les difficultés de la vie matérielle s'est avéré insuffisant et ce pour plusieurs raisons:

- une révolution culturelle comme celle qu'a connu Cuba élève nécessairement le niveau d'auto-estime d'une population et entraîne des exigences en matière de consommation dictées par le modèle du Nord et non du Sud.

- le tourisme promeut la consommation comme valeur mais un pays en crise ne peut y céder s'il veut maintenir la justice sociale.

- la diminution réelle de la consommation se voit accentuée par un effet psychologique: si 100 % de la population cubaine a objectivement une meilleure consommation que 70 % de la population nicaraguayenne, 60 % de la population mexicaine ou brésilienne, 50 % de la population costaricaine, n'importe laquelle de ces populations à une perception psychologique de plus grande abondance de biens, grâce à l'effet produit par l'offre. Ce décalage entre consommation réelle et carence d'offre est vécu intensément par le consommateur cubain.

La direction du pays, acculé par la menace de l'intervention étatsunienne, ne se risque pas à introduire les changements de fond. Elle affronte la crise avec hésitation, se débattant entre des mouvements d'ouverture et de retour à l'orthodoxie. Pendant ce temps, un slogan venant tout droit de Miami parcourt l'île en quête d'adeptes: "*Si l'on s'arrange avec les Etats-Unis, les magasins se rempliront...*"

EN BREF

SALAIRE DE LUXE. Le salaire minimum vient d'être fixé par une commission à laquelle participaient le gouvernement, les organisations patronales et les syndicats à 250 cordobas (50 dollars) pour les employés de l'Etat et les ouvriers des villes et à 150 (30 dollars) pour les ouvriers agricoles. Les syndicats sandinistes et pro-gouvernementaux, qui pour la première fois s'étaient entendus sur une position commune (pas moins de 130 dollars) ont refusé de signer. Par contre, l'organisation sandiniste des agriculteurs (UNAG) a signé l'accord avec le gouvernement et le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Le "panier de la ménagère" comportant les 53 produits indispensables pour une famille de 4 personnes coûte aujourd'hui au moins 650 cordobas selon les calculs les plus justes - les syndicats sandinistes estimant qu'elle s'élève à presque 900 cordobas.

LE CHOLERA n'est toujours pas arrivé au Nicaragua mais il est par contre bien installé au Guatemala et a commencé à se répandre la semaine dernière au Salvador. Le ministère de la santé et les municipalités ont accentué la campagne d'information et de prévention.

GRANDE BRADERIE de la souveraineté nationale. Le gouvernement est en pourparlers avec Taïwan pour céder à une compagnie de ce pays un droit sur 20 ans pour l'exploitation de 375 000 hectares de forêts situés dans la zone atlantique nord. Pour un investissement de 100 millions de dollars - qu'ils vont emprunter à des organismes internationaux en donnant en caution la forêt qu'ils vont exploiter - la compagnie taïwanaise devrait tirer des bénéfices d'environ 3 milliards de dollars en 20 ans. Pour

éviter de payer les impôts liés à cette concession, elle fait valoir les rentrées fiscales que le gouvernement nicaraguayen recevra des 5 000 travailleurs qu'elle parle d'embaucher.

EL SALVADOR. Le secrétaire de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, a invité le FMLN et le gouvernement salvadorien à une réunion à New York les 16 et 17 septembre pour relancer les négociations de paix. Pendant le mois d'août, de durs combats ont eu lieu dans tout le pays et la guérilla affirme avoir causé 641 pertes dans les rangs de l'armée.

GUATEMALA. Le 9 août, un nouveau massacre a été perpétré contre des paysans guatémaltèques dans le sud-est du pays, dans la région d'Escuintla. Les cadavres de 11 personnes ont été retrouvés, les mains ligotées et portant des traces de tortures: le cadre classique des crimes exécutés par les Forces armées et les paramilitaires.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA. case postale 7671. CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink. Patricia Käch et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim. Téléc: (45) 817585'158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA: DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA: Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG:

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

● GARFIELD



JBA

1700 Fribourg 1

PP/Journal

CH-1700 Fribourg 1